

L'ONIAM est un établissement public national à caractère administratif, créé par la loi du 4 mars 2002. Il a pour mission d'indemniser les victimes d'accidents médicaux. L'établissement est placé sous la tutelle du ministère en charge de la santé et compte 7 pôles répartis sur 4 sites géographiques (Bagnolet, Nancy, Bordeaux et Lyon). Pour l'exercice de ses missions il s'appuie sur un effectif de 116 postes budgétaires, auquel s'ajoute un important réseau d'experts médicaux et de médecins conseils.
Site web : www.oniam.fr

Fiche de poste

JURISTE

Dénomination du poste :

Juriste

Rattachement :

Service Missions spécifiques

Catégorie d'emploi :

Catégorie 2

Type de contrat :

Contrat de droit public à durée déterminée d'une durée de 4 mois à 6 mois, temps complet.

Fonctionnaire en détachement

Date de prise de fonctions :

Mi-février

Localisation géographique :

Bagnolet – métro Gallieni

Rémunération :

Selon l'expérience et le niveau de formation par référence à la grille des agences sanitaires (décret 224-2003 du 7 mars 2003)

Contact :

Lettre de motivation et curriculum vitae sont à adresser au plus tard
le 4 février 2020 à :

Monsieur Denis CASANOVA
Directeur des Ressources

ONIAM
Tour Gallieni 2
36 avenue du Général de Gaulle
93170 BAGNOLET

E-mail : recrutement@oniam.fr

Téléphone : 01 49 93 89 00

Affectation

Service

Missions spécifiques

Ce service est en charge de l'indemnisation des victimes de contaminations transfusionnelles par les virus de l'hépatite B, HTLV, de l'immunodéficience humaine et de l'hépatite C et des dommages imputables à des vaccinations obligatoires ou des mesures sanitaires d'urgence.

Effectif du service

12 agents

Liaison fonctionnelle

Le/la juriste est placé(e) sous l'autorité fonctionnelle de la responsable du service.

Description du poste

Sous la responsabilité directe du chef de service, et au sein d'un service composé de juristes, d'instructeurs et en lien avec les assistantes juridiques, le titulaire du poste assure une large mission d'analyse et d'appui juridiques sur les matières et dispositifs pris en charge par le service :

A ce titre, il:

- **Prend en charge** la gestion et le suivi des contentieux dans les matières relevant du service (recours des victimes et recours subrogatoires) en collaboration avec les autres juristes : définir la stratégie contentieuse, élaborer les consignes contentieuses, relire les mémoires et conclusions, le cas échéant, exécuter les décisions de justice et proposer l'exercice des voies de recours ;
- **Participe**, en lien avec la cheffe de service, et en collaboration avec le chargé d'instruction référent s'agissant des enjeux indemnitaires et de chiffrage, à l'élaboration de la politique contentieuse et indemnitaire de l'établissement dans les matières relevant du service: analyser les décisions de justice, rédiger des notes juridiques, effectuer la veille juridique
- **Participe** au contrôle interne sur les offres d'indemnisation et **rédige** les décisions prises dans les dossiers de règlement amiable ;
- **Participe** à la procédure de recouvrement des créances en matière de VHC transfusionnel.

Profil recherché

Formation

- Diplôme universitaire juridique (Niveau Master 2), de préférence en droit de la santé ou de la responsabilité médicale.
Une expérience en droit de la réparation du dommage corporel est un atout.

Connaissances

- Connaissances en matière de responsabilité civile et administrative en particulier de la responsabilité médicale et hospitalière
- Connaissances des règles de procédure civile et administrative ;
- Connaissance du droit de la réparation du dommage corporel ;
- Connaissances en matière de droit des assurances (appréciée)

Aptitudes

- Bonne capacité d'analyse et de synthèse
- Compétence rédactionnelle
- Maîtrise des outils bureautiques
- Rigueur, sens de l'organisation et des priorités,
- Aptitude à la prise de décision
- Capacité à travailler en équipe